

programme parce que j'ai dû être à la Chambre tous les jours pendant les quatre dernières semaines.

M. Crosbie: Pourquoi ne pas laisser tomber le Parlement?

LE CHÔMAGE—L'INCIDENCE DES STIMULANTS FISCAUX SUR L'INDUSTRIE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Le ministre a-t-il lu le rapport publié il y a trois jours dans les pages financières de *Globe and Mail*? Le ministre devrait prendre connaissance de ce rapport. On y souligne que le taux d'utilisation de l'industrie canadienne est à son plus bas niveau depuis cinq ans, ce qui signifie que les encouragements que le ministre propose ne sont pas ceux qu'il faut et arrivent au mauvais moment, parce que nous fonctionnons à seulement 83 p. 100 de notre capacité. S'il a lu ce rapport rédigé par un groupe du monde des affaires, est-il d'accord avec ses conclusions et reconnaît-il notamment que le problème réside maintenant dans la sous-utilisation de l'industrie? Dans l'affirmative, pourquoi ne met-il pas au rancart le bill saugrenu dont la Chambre est saisie et n'injecte-t-il pas directement cet argent dans l'économie afin de créer des emplois?

● (1427)

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la proposition budgétaire a deux facettes: elle vise d'abord à accorder une réduction d'impôt sur le revenu des particuliers à revenus faibles et moyens afin de les inciter à la consommation, puis à accorder aux entreprises un stimulant fiscal pour les inciter à investir. Si elles n'investissent pas, elles ne bénéficieront pas de ce stimulant, bien sûr, et si elles ne se prévalent pas de ce stimulant, elles investiront moins. J'estime tout à fait indispensable de conserver ce stimulant dans le bill de sorte qu'elles puissent planifier la reprise de leur expansion, qui ne manquera pas de se produire dès que l'économie commencera à reprendre de la vigueur.

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE—L'OPPORTUNITÉ D'UN PROGRAMME D'AIDE AUX TRAVAUX D'IMMOBILISATION D'HIVER

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Je serai heureux de faire parvenir au ministre un manuel d'économie pour débutants. Il est parfaitement absurde pour un homme d'affaires de donner de l'expansion à son entreprise si sa capacité de production est déjà sous utilisée. Voilà qui démontre que tout le programme du gouvernement est une faillite complète.

Le ministre acceptera-t-il maintenant la proposition qu'ont faite virtuellement tous les premiers ministres de quelque famille politique que ce soit à leur rencontre de St. Andrews, il y a quelque temps? Ils avaient en effet recommandé au gouvernement fédéral d'instituer un programme spécial d'aide aux travaux d'immobilisation d'hiver qui soit au moins aussi important que celui de 1971-1972, année où le chômage était moins grave au Canada. Instituera-t-il ce genre de programme qui fournira un peu d'argent à dépenser en créant des emplois au lieu de distribuer simplement des fonds?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Nous avons proposé une autre bonne solution, les programmes Canada au travail et Jeunesse-Canada au travail qui emploieront beaucoup de monde. Il a été décidé que ces programmes, d'une

valeur de 600 millions de dollars, remettraient les gens au travail plus rapidement que le moyen que le député propose.

* * *

[Français]

LA MAIN-D'ŒUVRE

ON DEMANDE QUELLES MESURES LE GOUVERNEMENT ENTEND PRENDRE POUR SOLUTIONNER LE PROBLÈME DES MISES À PIED AU QUÉBEC ET À LA FALCONBRIDGE NICKEL MINES

M. Gilles Caouette (Témiscamingue): Monsieur le président, en l'absence du ministre du Chômage, parce qu'on ne peut plus l'appeler vraiment le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je poserai ma question au premier ministre suppléant. Contrairement à ce qu'il a dit tantôt en réponse au député de Joliette à l'effet que l'emploi a augmenté dans la province de Québec, les statistiques indiquent, ce matin, que 50 p. 100 de la main-d'œuvre est au travail aussi bien qu'au mois de novembre et que, par contre, dans la province de Québec le taux est maintenant rendu à 10.5 comparativement à 10 p. 100, le mois dernier. Les mesures qui ont semblé être prises au cours du dernier mois par le gouvernement n'ont pas donné de résultats positifs mais seulement des résultats négatifs, comme on peut le constater ce matin. Pour ces raisons, je poserai ma question au premier ministre suppléant.

Étant donné que conséquemment aux bonnes dispositions du gouvernement la compagnie Falconbridge annonce encore 600 mises à pied, est-ce que le ministre entend maintenir cette attitude négative et passive qu'il a maintenue ou que le gouvernement a maintenue lors de la mise à pied des 2,800 travailleurs à l'INCO? Dans la négative, qu'entend-il faire dans l'immédiat pour solutionner ce problème de mises à pied au Canada?

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre): Pour ce qui est du Québec, je ferai remarquer au député que, même si la situation est grave dans cette province, le taux désaisonnalisé de chômage était exactement le même en novembre que le mois précédent, même s'il y avait en tout 9,000 actifs de plus. La situation est grave, mais il ne sert à rien de la faire paraître encore plus sombre qu'elle ne l'est.

Je réfute les prémisses de la question du député, selon lesquelles le gouvernement aurait joué un rôle passif dans les événements de Sudbury.

* * *

[Français]

L'IMPÔT SUR LE REVENU

ON DEMANDE QUE LA FALCONBRIDGE NICKEL MINES COMPANY SOIT FORCÉE À PAYER SES IMPÔTS DIFFÉRÉS

M. Gilles Caouette (Témiscamingue): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. Étant donné que le premier ministre suppléant n'accepte pas le fait que le gouvernement n'a rien fait de positif, qu'il a été passif, je lui poserais comme question... Si on pouvait obtenir des réponses seraient plus directes. Je poserai au premier ministre suppléant une question intelligente.